

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	33 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	30 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 27 janvier 1933, portant mise en application provisoire de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 signé à Berlin le 28 décembre 1932. (Arrêté de promulgation du 10 mars 1933).

192

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 4 mars 1933, portant réorganisation de la compagnie de milice du Togo.

195

Arrêté du 8 mars 1933, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1933.

209

Arrêté du 8 mars 1933, accordant une allocation.

201

Arrêté du 8 mars 1933, modifiant l'arrêté n° 30 du 19 janvier 1931 fixant les conditions d'évaluation du prix de revient des matières et objets entrant au magasin général du service local.

201

Arrêté du 11 mars 1933, destituant le chef d'Agou Akpolé de ses fonctions et nommant son remplaçant.

201

Arrêté du 14 mars 1933, modifiant les conditions d'admission dans les cadres locaux européens du Togo.

202

Arrêté du 15 mars 1933, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1933.

202

Arrêté du 16 mars 1933, relatif aux modalités de l'examen d'éducation physique de fin d'année des élèves des écoles officielles et privées.

202

Arrêté du 17 mars 1933, approuvant et rendant exécutoires divers rôles primitifs afférents à l'exercice 1933.

203

Instruction du 11 mars 1933, relative à l'organisation d'un centre de recrutement et d'instruction des forces de police.

203

Modificatifs à l'annexe I de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932, (logements).

205

Erratum à l'arrêté n° 92 du 14 février 1933, (service de police et de sûreté).

205

Nominations, mutations, etc... concernant le personnel

205

Alcools

209

Commissions

210

Commission d'enquête

210

Enseignement (Bourses) (Vacances)

210

Livres anglaises

211

Matériel (fourniture de)

211

Transfert

211

Transport matériel (M. Porte)

211

Domaines

211

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces — (Voir supplément)

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Accord commercial franco-allemand

ARRETE N° 156 promulguant au Togo le décret du 27 janvier 1933, portant mise en application provisoire de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 signé à Berlin le 28 décembre 1932.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 janvier 1933, portant mise en application provisoire de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 signé à Berlin le 28 décembre 1932;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 janvier 1933, portant mise en application provisoire de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 signé à Berlin le 28 décembre 1932.

Lomé, le 10 mars 1933.

R. DE GUISE.

MISE EN APPLICATION PROVISOIRE de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 11 janvier 1892;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre des finances, du ministre de l'agriculture et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932, et dont la teneur suit, sera mis en application à partir du 1^{er} février 1933, en attendant son approbation par le sénat et la chambre des députés :

AVENANT à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 signé le 28 décembre 1932.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement du Reich allemand, animés du commun désir de tenir compte de la situation économique actuelle et d'améliorer les échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er} à 6 et l'article 8 de l'accord commercial du 17 août 1927 sont remplacés par les articles 2 à 4 du présent avenant.

ART. 2. — Les produits originaires et en provenance d'Allemagne énumérés à la liste I ci-annexée, bénéficieront à tout moment à leur importation sur le territoire douanier français des droits du tarif minimum.

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués par la France aux produits de même nature de tout autre pays étranger.

ART. 3. — Les produits du territoire douanier français énumérés à la liste II ci-annexée, bénéficieront à tout moment à leur importation sur le territoire douanier allemand du tarif le plus réduit.

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux appliqués par l'Allemagne aux produits de même nature de tout autre pays étranger.

ART. 4. — Sans préjudice des dispositions des articles 2 et 3 qui précèdent, la clause de la nation la plus favorisée prévue aux articles 9, 10, 14 et 17 de l'accord commercial du 17 août 1927, demeure applicable à toutes les marchandises indistinctement, en ce qui concerne tant les droits et taxes de toute nature (autres que les droits de douane à l'importation) afférents à l'importation, à l'exportation, au transit, à l'entrepôt et au transbordement, que les règles, formalités et charges s'y rapportant.

ART. 5. — Sous réserve des dispositions spéciales de dénonciation prévues à l'alinéa 2 du présent article, sont maintenues les consolidations ou réductions de droits dont bénéficient, à la date de la signature du présent avenant, les produits inscrits aux listes A, B et E de l'accord du 17 août 1927.

Chacune des hautes parties contractantes aura le droit de faire cesser, pour un ou plusieurs produits visés à l'alinéa précédent, les effets des consolidations ou des réductions par une dénonciation spéciale comportant un préavis de quinze jours, de telle sorte qu'après l'expiration de ce délai lesdites consolidations ou réductions seront supprimées.

Si l'une des hautes parties contractantes vient à user de la faculté qui lui est accordée par l'alinéa 2 du présent article, l'autre partie contractante, si elle estime que l'équilibre tarifaire est rompu à son détriment, pourra, sans toutefois arrêter l'effet de la dénon-

ciation, demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de motiver sa réclamation et d'obtenir, le cas échéant, une compensation destinée à rétablir l'équilibre. Si un accord n'a pu intervenir dans un délai de dix jours à dater de la mise en vigueur des nouveaux droits, la partie contractante qui a introduit la réclamation pourra relever les droits de douane afférents à un ou plusieurs produits visés au premier alinéa et comportant de sa part soit consolidation, soit réduction de droits, de manière à n'appliquer cependant à l'importation desdits produits que des mesures dont les répercussions sur les échanges soient équivalents.

ART. 6. — L'article 11 de l'accord commercial du 17 août 1927 est modifié comme suit :

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend pas :

a) Aux avantages qui ont été ou seraient accordés par une des hautes parties contractantes à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone qui, en aucun cas, ne peut excéder 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune.

b) Aux avantages qu'une des hautes parties contractantes aurait accordés ou accorderait à un état tiers en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet Etat, et notamment d'éviter une double taxation, ou à l'effet d'assurer protection et assistance judiciaires, réciproques en matière d'obligations ou pénalités fiscales ;

c) Aux mesures de sauvegarde, telles que : surtaxes compensatrices de l'écart des changes, que chacune des hautes parties contractantes pourrait être appelée à prendre, le cas échéant, pour corriger équitablement les effets d'une brusque rupture d'équilibre entre la valeur relative de leurs monnaies respectives.

d) Aux arrangements particuliers conclus ou à conclure conformément aux recommandations de la conférence de Stresa et sous les réserves prévues dans le protocole de clôture de cette conférence.

e) Aux droits ou privilèges qui pourraient être accordés à l'avenir par l'une des hautes parties contractantes à des Etats tiers dans les conventions plurilatérales auxquelles l'autre partie ne participerait pas, si ces droits ou privilèges sont stipulés dans des conventions plurilatérales de portée générale conclues sous les auspices de la Société des Nations, enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats, si ces droits ou privilèges ne sont stipulés que dans ces conventions et que le bénéfice de ceux-ci assure à l'autre partie contractante des avantages nouveaux, si, enfin, l'autre partie contractante n'accorde pas la réciprocité.

ART. 7. — Sous condition de réexportation ou de réimportation, et sous réserve de mesures de contrôle, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est concédée réciproquement :

1^o — Pour les sacs, caisses, tonneaux en toutes matières, dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables, marqués et ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réimportés vides après avoir été exportés remplis ;

2^o — Pour les voitures de déménagement de toute espèce, ainsi que pour les cadres de déménagement, que ces véhicules passent la frontière sur route ou par chemin de fer, mais pour autant qu'ils ne sont pas utilisés pour des transports à l'intérieur ;

3^o — Pour les outils, instruments et engins mécaniques importés du territoire de l'une des hautes parties contractantes sur le territoire de l'autre pour l'exécution de travaux de montage, d'essai ou de réparations de machines et appareils d'origine allemande installés en France ou d'origine française installés en Allemagne ;

4^o — Pour les machines, appareils et leurs parties, destinés à être soumis à des essais ou à des expériences ;

5^o — Pour les échantillons et modèles, dans les conditions fixées par l'article 10 de la convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923 ;

6^o — Pour les machines et appareils, ainsi que leurs pièces détachées, de fabrication allemande ou française, destinés à être réparés dans leur pays d'origine ;

Le délai de réexportation ou de réimportation ne sera pas inférieur à trois mois pour les cas prévus aux chiffres 1 et 2 et à six mois pour les autres cas prévus au présent article.

ART. 8. — Pour l'application de l'article 22 de l'accord commercial du 17 août 1927, les certificats d'origine délivrés par les chambres d'agriculture officiellement reconnues dans chacun des pays expéditeurs seront admis au même titre et dans les mêmes conditions que les certificats délivrés par les chambres de commerce.

ART. 9. — Le présent avenant forme partie intégrante de l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927. Il sera ratifié et entrera en vigueur le dixième jour suivant l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Paris.

Les hautes parties contractantes se réservent le droit de le mettre en application, à titre provisoire ; à une date antérieure à l'échange des instruments de ratification ; cette date sera fixée d'un commun accord par les deux gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs autorisés à cet effet ont signé le présent avenant.

Fait à Berlin en double exemplaire, en français et en allemand, le 28 décembre 1932.

André François PONCET.

KOEPKE.
POSSE.

LISTE I

(Produits du territoire douanier allemand bénéficiant, à leur importation en France, du tarif minimum et de la clause de la nation la plus favorisée.)

1^{re} Section. — 1 à 14 inclus; 14 ter; 14 quater, à l'exception des pigeons voyageurs; 14 quinquies à 18 ter inclus; 18 quinquies à 27 inclus; 30 à 34 inclus; 35 à 47 inclus; 49 à 53 inclus; 55; 57 à 67 inclus.

2^e Section. — 68 à 78 bis inclus; 80 à 83 inclus; 84 A, à l'exception des bananes et des carottes; 84 B; 85, à l'exception des dattes autres que comestibles; 86, à l'exception des olives et des picholines; 87 à 91 inclus; 92 à 99 inclus; 100, à l'exception du paprika; 101 à 146 inclus; 149; 153 à 174 quater inclus.

3^e Section. — 175 à 187 inclus; 188 bis à 225 bis inclus; 228; 229; 231 et 233.

4^e Section. — 01 à 023 inclus; 025 à 0144; 0145, à l'exception du sulfure de mercure naturel; 0146 à 0205 inclus; 0206 bis à 0392; 286 à 290; 292 à 359 quinquies; 361 à 452 inclus; 453 bis à 608 inclus; 610 à 628 bis inclus; 630 à 647 bis inclus; 648 bis à 654 inclus.

LISTE II

Liste des positions et des sous-positions du tarif douanier allemand pour lesquelles la France bénéficie de la clause de la nation la plus favorisée.

1^{re} Section. — 1 à 37 inclus; 38, à l'exception des pieds de cycas sans racines ni rameaux; 39 à 42 inclus; 44 à 65 inclus; 67 à l'exception des noix muscades; 68 à 116 inclus; 117, à l'exception du stockfish; 119 à 165 inclus; 166, à l'exception de l'huile de tournesol et de l'huile de soja; 169 à 184 inclus; 186 à 188 inclus; 190 à 194 inclus; 197 à 214 inclus; 216 à 220 inclus.

2^e Section. — 221 à 237 inclus; 238, à l'exception de la tourbe; 239 à 241 inclus; 243 à 246 inclus.

3^e Section. — 247 à 264 inclus.

4^e Section. — 265 à 267 inclus; 271 à 280 inclus; 282 à 320 inclus; 321, à l'exception de l'indigo naturel; 322 à 366 inclus; 367, à l'exception des allumettes chimiques et des copeaux allumettes; 368 à 390 inclus.

5^e Section. — 391 à 543 inclus.

6^e Section. — 544 à 567 inclus; 569.

7^e Section. — 570 à 586 inclus.

8^e Section. — 588, à l'exception des tresses de paille; 589, à l'exception des produits reproduits au paragraphe 2 de cette position; 590 à 594 inclus.

9^e Section. — 595 à 600 inclus.

10^e Section. — 601 à 608 inclus; 611; 613 à 648 inclus.

11^e Section. — 649 ex. 650, les pâtes de bois obtenues par procédé chimique (pâte chimique, cellulose); 651 à 673 inclus.

12^e Section. — 674 à 677 inclus.

13^e Section. — 678 à 708 inclus; 710.

14^e Section. — 713 à 734 inclus.

15^e Section. — 735 à 765 inclus; 767; 768.

16^e Section. — 769 à 776 inclus.

17^e Section. — 777 à 891 E inclus.

18^e Section. — 892 à 925 inclus.

19^e Section. — 926; 929 à 946 inclus.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

A

ad Article premier.

Nonobstant les dispositions de l'article 1^{er} qui supprime les articles 1^{er} à 6 et l'article 8 de l'accord commercial du 17 août 1927; les dispositions du protocole de signature annexé audit accord, et qui sont relatives aux articles susvisés, sont maintenues en ce qui concerne les références ci-après :

ad Article 1^{er}.

ad Article 5.

ad Article 8 (à l'exception de l'ad 180 du tarif allemand : contrôle du contingent de vins).

B

ad Article 2 et 3.

En ce qui concerne les listes 1^{re} et 2^e annexées au présent avenant, chacune des hautes parties contractantes examinera avec bienveillance les justifications que l'autre haute partie contractante pourrait lui présenter en vue d'obtenir l'inscription à ces dites listes de nouveaux produits.

C

ad Article 5.

Les dispositions de l'article 3 n'excluent pas la possibilité pour chacune des hautes parties contractantes de demander, le cas échéant, l'ouverture de négociations prévues audit article même avant l'expiration du délai de préavis.

D

ad Article 6.

Pour l'application des dispositions prévues à l'alinéa c, il est entendu que le cas de « brusque rupture d'équilibre » ne peut être invoqué que si la valeur relative des monnaies des deux pays accuse une différence supérieure à 10 p. 100.

E

ad Article 12, alinéa 5, 1^{re} phrase.

L'alinéa 5 du protocole de signature de l'accord commercial du 17 août 1927 est modifié comme suit :

« En raison des inconvénients graves provoqués par les prohibitions et restrictions, ces mesures ne pourront intervenir qu'en cas de nécessité exception-

nelle; elles ne pourront constituer un moyen arbitraire de protéger la production nationale et ne devront, en aucun cas, établir une discrimination au détriment de l'autre état contractant.

« Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître ».

F

ad Article 8.

Pour l'application de l'article 8 seront assimilées aux chambres d'agriculture dont elles ont les attributions bien que portant des appellations différentes, les institutions officielles suivantes : Bayerische Landesbauernskammern » et « Kreisbauernskammern », (Bavière), « Sächsische Eachkammer für Forstwirtschaft » et « Sächsische Eachkammer für Gartenbau » (Saxe).

Fait à Berlin en double exemplaire, en français et en allemand, le 28 décembre 1932.

André François PONCET.
KOEPE.
POSSE.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des finances, le ministre de l'agriculture et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 janvier 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Paul-BONCOUR.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
Julien DURAND.

Le ministre des finances,
Henri CHÉRON.

Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Réorganisation de la compagnie de milice.

ARRETE N° 147 portant réorganisation de la compagnie de milice du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 22 du pacte de la société des nations;
Vu le décret du 28 juin 1925 portant organisation des forces de police dans les Territoires à mandat;
Sur la proposition du capitaine commandant les forces de police;
Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

TITRE I

ARTICLE PREMIER. — *Service.* — En temps de paix, la compagnie de milice est à la disposition du Commissaire de la République. Elle assure, sous le commandement du commandant des forces de police, l'exécution du service de place et participe, concurremment avec la garde indigène, à la police et à la sécurité du Territoire.

En temps de guerre, elle passe sous les ordres du général commandant supérieur des troupes du groupe de l'A. O. F. pour assurer la défense du Territoire.

ART. 2. — *Effectif — Hiérarchie.* — L'effectif indigène de la compagnie de milice est réparti comme suit :

- 1 Adjudant-chef
- 4 Adjudants
- 4 Sergents-chefs
- 8 Sergents
- 6 Caporaux-chefs
- 11 Caporaux
- 54 Miliciens de 1^{re} classe
- 82 Miliciens de 2^e classe.

La hiérarchie est identique à celle des troupes régulières.

ART. 3. — *Stationnement.* — Le stationnement de la compagnie de milice est variable et peut être modifié suivant les nécessités du service.

Il est provisoirement fixé comme suit :

- Portion centrale Lomé.
- Centre d'instruction
- Détachement Anécho.
- Détachement Sokodé.

ART. 4. — *Encadrement européen.* — L'encadrement européen comprend le personnel militaire ci-après, de l'infanterie coloniale et placé hors cadres :

- 1 Capitaine, commandant de compagnie
 - 1 Lieutenant, adjoint au commandant de compagnie
 - 1 Adjudant ou adjudant-chef de compagnie
 - 3 Sergents-chefs
 - 1 Sergent
 - 1 Sergent comptable.
- } Chefs de section.

ART. 5. — *Recrutement.* — Le recrutement des miliciens a lieu :

- 1^o — par voie d'engagement volontaire de 3 ans
- 2^o — par voie de rengagement de 1, 2, ou 3 ans jusqu'à 15 ans de service.

Les engagements et rengagements sont contractés après décision du Commissaire de la République prise après avis du commandant de la compagnie de milice.

ART. 6. — *Durée des services.* — La durée des services au delà de laquelle les miliciens ne peuvent être maintenus qu'exceptionnellement est fixée comme suit :

GRADES	DURÉE MAXIMA DES SERVICES
Miliciens et Caporaux	12 ans
Sergents et Adjudants	15 ans
Adjudants-chefs	20 ans

ART. 7. — *Licenciement.* — Les licenciements sont prononcés, par le Commissaire de la République, sur la proposition du capitaine commandant la compagnie de milice.

ART. 8. — *Soldes et indemnités.* — Les miliciens reçoivent une solde et le cas échéant des indemnités de vivres et de zone. Celles-ci sont variables suivant les postes.

La solde des miliciens et les indemnités sont fixées par un arrêté commun applicable à l'ensemble des agents des forces de police.

ART. 9. — *Habillement.* — Les miliciens sont uniformément dotés, au point de vue de l'habillement, de l'équipement et du campement.

La dotation individuelle des divers effets ou objets envisagés et la durée théorique de chacun d'eux, sont déterminées par l'instruction d'application jointe au présent arrêté.

ART. 10. — *Outils.* — Suivant le grade, la fonction, les hommes reçoivent l'un des outils suivants :

Pelle ronde portative mle 1916
 Pioche
 Pelle pioche
 Bêche portative
 Serpe
 Cisailles à mains ordinaires
 Cisailles à mains renforcées
 Scie égoïne portative avec étui
 Limes, tiers-points et manches de limes.

ART. 11. — *L'armement.* — L'armement individuel de la compagnie de milice comprend :

le mousqueton 1916
 le fusil 1886
 le revolver ou le pistolet automatique.

La dotation est basée sur celle des troupes régulières.

ART. 12. — *Munitions.* — L'instruction n° 611 du 8 avril et la circulaire n° 633 du 12 avril 1927, règlent les détails du service des munitions sur le territoire du Togo.

ART. 13. — *Discipline — Récompenses.* — Les récompenses que peuvent obtenir les miliciens sont :

- 1° — Des permissions
- 2° — Des congés
- 3° — Gratifications
- 4° — L'autorisation des ports des aiguillettes
- 5° — L'avancement en grade et en classe
- 6° — Félicitations
- 7° — Citations à l'ordre de la compagnie de milice
- 8° — Citations à l'ordre des forces de police
- 9° — L'attribution en fin de service du certificat de bonne conduite.

ART. 14. — *Discipline.* — A — *Punitions.* — Les punitions qui peuvent être infligées aux miliciens, suivant leurs grades et la faute commise sont :

Miliciens (1^{re} et 2^e classe).

- 1° — Tours de service et corvées supplémentaires;
- 2° — La consigne au quartier;
- 3° — La salle de police;
- 4° — La prison, avec ou sans retenue de solde;
- 5° — La cellule;
- 6° — Le renvoi de la 1^{re} à la 2^e classe;
- 7° — La révocation;

Caporaux (1^{re} et 2^e classe).

- 1° — La consigne au quartier;
- 2° — La salle de police;
- 3° — La prison, avec ou sans retenue de solde;
- 4° — La cellule;
- 5° — La rétrogradation;
- 6° — La cassation;
- 7° — La révocation.

Sous-officiers.

- 1° — Avertissement du commandant de peloton ou de détachement;
- 2° — Les arrêts simples;
- 3° — Les arrêts de rigueur;
- 4° — Les arrêts de rigueur avec réprimande du Commissaire de la République;
- 5° — La rétrogradation;
- 6° — La cassation;
- 7° — La révocation.

ART. 15. — *Délits de droit commun.* — En temps de paix, les miliciens, coupables de crime ou de délit de droit commun, sont justiciables des tribunaux ordinaires.

En cas de mobilisation, le personnel indigène est soumis aux mêmes règles de discipline et relève des mêmes juridictions que celles des troupes régulières avec lesquelles il est appelé à opérer.

ART. 16. — *Administration.* — Une instruction réglera les mesures administratives de détail nécessitées par l'application du présent arrêté.

ART. 17. — Le présent arrêté sera publié et promulgué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mars 1933.

R. DE GUISE.

COMPAGNIE DE MILICE TYPE TOGO

ANNEXE à l'arrêté N° 147 en date du 4 mars 1933.

ÉLÉMENTS	EUROPÉENS						INDIGÈNES							ARMEMENTS							Observations		
	Capitaine	Lieutenant	Adjudant	Sergent-Chef	Sergent	Total	Adjudant-Chef	Adjudant	Sergent-chef ou Sergent	Caporal-Chef ou Caporal	Milicien 1 ^{re} classe	Milicien 2 ^e classe	Total	P. M. 1934	Pistolet	Mousqueton	Fusil 1888	Outils (5)	Munitions (5)	Équipement (5)		Campement (5)	
A. — EUROPEENS																							
Capitaine	1					1						1	1			1							
Lieutenant		1				1																	
Adjudant-chef ou Adjudant			1			1									1								
Sergent-chef				3		3									3								
Sergent				2	2	2									2								
TOTAL EUROPÉEN	1	1	1	3	2	8						1	1		6	1							
B. — INDIGÈNES																							
a) Groupe de Commandt. (1)																							
Sergent																							
Caporal									1			1	1			1							
Clairons											1	3	4			4							
Coueurs											1	3	4			4							
Signaleurs											1	3	4			4							
Tailleur											1		1			1							
Cordonnier											1		1			1							
Cuisinier											1		1			1							
TOTAL GROUPE COMMANDEMENT										1	6	9	16			16							
b) Groupe de Combat																							
Sous-Officier Chef de groupe									1				1			1							
Caporal adjoint										1			1			1							
Tireur											1		1	1	1	1							
Chargeur											1		1			1							
Pourvoyeur												3	3			3							
Premier voltigeur											1		1		1	3							
Voltigeur												3	3			3							
Grenadier V. B.											1		1				1						
TOTAL GROUPE									1	1	4	6	12	1	2	9	4						
c) TOTAL SECTION								1	3	4	12	18	38	3	7	27	3						
d) TOTAL 4 SECTIONS							1	4	12	16	48	72	152	12	28	108	12						
c) TOTAL INDIGÈNE C ^{te}							1	4	13	17	54	82	171	12	34	125	12						
d) TOTAL GÉNÉRAL	1	1	1	3	2	8	1	4	12	17	54	82	179										
(1) Réduit aux seuls besoins de l'instruction, des réparations et de la préparation des aliments.																							
(2) Adjudant adjoint au chef de section Européen.																							
(3) Dont 1 caporal V. B.																							
(4) Dont 1 pour Adjudant.																							
(5) Dotation réglementaire.																							

Lomé, le 4 mars 1933.

Le Commissaire de la République,
R. DE GUISE.

INSTRUCTION complétant l'arrêté N° 147 du 4 mars 1933 portant réorganisation de la compagnie de milice.

Article Premier. — Service. — La compagnie de milice assure le même service qu'une unité identique des troupes régulières. L'instruction des cadres et de la troupe est conduite suivant les principes en vigueur dans l'armée.

Art. 3. — Stationnement. — Le centre d'instruction de Lomé reçoit tous les éléments des forces de police et des gardes frontières dont l'instruction militaire est à améliorer.

L'envoi au centre d'instruction des éléments envisagés a lieu sur proposition des chefs de détachement ou de service ou du commandant des forces de police.

Art. 4. — L'encadrement européen est soumis au même statut et aux mêmes règles de discipline que le personnel en service dans les troupes régulières.

Art. 5. — Recrutement — A — Engagement. — Les miliciens sont recrutés dans les conditions suivantes :

Les candidats adressent verbalement ou par écrit leurs demandes aux représentants de l'administration locale; ceux-ci sont chargés :

soit de les faire visiter sur place au point de vue de l'aptitude physique;

soit de les faire diriger sur le chef lieu de la circonscription où se trouve un médecin de l'administration.

Les candidats subissent une visite au point de vue de l'aptitude physique et un examen bactériologique.

Si ce premier examen est défavorable, l'intéressé est renvoyé dans ses foyers sans indemnité.

Si le volontaire est reconnu apte avis en est donné au Commissaire de la République à qui sont adressés :

le certificat médical } de l'intéressé.
l'état civil }

Le Commissaire de la République accepte ou ajourne la candidature suivant qu'il existe ou non des vacances.

En cas d'ajournement notifié aux autorités intéressées par télégramme-lettre, le volontaire est inscrit sur un contrôle « ad-hoc » tenu :

à Lomé, par le commandant des forces de police pour tous les volontaires;

à Sokodé, par le commandant de la section de milice, pour les volontaires signalés par les administrateurs des cercles de Sokodé et de Mango.

Le candidat ajourné reçoit, s'il y a lieu, une indemnité de déplacement calculée à raison de un franc par 15 kilomètres parcourus tant à l'aller qu'au retour.

En cas d'acceptation prononcée par décision du Commissaire de la République notifiée aux autorités intéressées, le volontaire est dirigé :

sur la compagnie de milice à Lomé si l'intéressé a été signalé par un des administrateurs des cercles de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpané;

sur la section de milice de Sokodé si l'intéressé a été signalé par l'un des administrateurs des cercles

de Sokodé et de Mango et n'a jamais fait de service dans les troupes régulières. Dans le cas contraire, l'ancien tirailleur est dirigé directement sur Lomé.

L'admission des volontaires dans la compagnie de milice a lieu dans les conditions suivantes :

1^o. — L'intéressé a fait du service dans les troupes régulières : il est admis à un stage d'instruction de 3 mois comme milicien stagiaire s'il a été libéré comme tirailleur de 2^e classe;

comme milicien de 2^e classe s'il a été libéré comme tirailleur de 1^{re} classe;

comme milicien de 1^{re} classe s'il a été libéré comme caporal;

comme caporal s'il a été libéré comme sergent;

comme caporal-chef s'il a été libéré comme adjudant;

2^o. — L'intéressé n'a pas fait de service dans les troupes régulières :

Il est admis à un stage de transition de 3 mois à l'issue duquel il peut être admis au peloton d'instruction de Lomé ou de Sokodé.

Les candidats autorisés à suivre le stage d'instruction subissent, après 3 mois de stage, un examen théorique et pratique à l'issue duquel sont désignés les volontaires susceptibles d'être définitivement admis dans la compagnie de milice. Ceux-ci sont alors autorisés à contracter un engagement minimum de 3 ans dans la compagnie de milice pour compter du premier jour de leur admission, soit au stage d'instruction, soit au stage de transition.

Tout indigène admis à contracter un engagement de 3 ans a droit à une prime de 100 francs.

Les volontaires définitivement incorporés dans la compagnie de milice, mariés régulièrement et ayant un ou plusieurs enfants légitimes avant leur admission, peuvent être autorisés à se faire rejoindre par leur famille.

Leur demande, appuyée des pièces justificatives, est soumise par le capitaine commandant la compagnie de milice, à la décision du Commissaire de la République.

Sur le vu de l'autorisation, le chef de subdivision de la résidence de la femme, délivre à celle-ci une feuille de route mentionnant :

le nom du milicien;

le lieu où il se trouve en service;

le numéro et la date de la décision autorisant la famille à rejoindre son chef;

l'état civil de la famille;

les droits aux tarifs spéciaux prévus par les arrêtés n° 416 du 4 octobre 1926 et 28 du 17 janvier 1927.

B — Pièces matricules.

Il est établi, pour chaque n° mle engagé :

1 livret matricule;

1 livret individuel;

1 carnet de tir;

1 fiche physiologique.

C. — Rengagements.

Les rengagements ne sont prévus que pour les miliciens bien notés et susceptibles de faire campagne.

La durée des rengagements est de 1, 2 ou 3 ans. Des rengagements d'une durée inférieure à 1 an peuvent être accordés exceptionnellement aux gradés et miliciens pour leur permettre de parfaire 12, 15 ou 20 ans de services.

Les demandes de rengagement doivent être présentées par les intéressés un mois avant l'expiration du contrat en cours.

Elles provoquent une visite médicale identique à celle prévue pour les engagements.

Art. 7. — Licenciements. — Les licenciements sont prononcés dans les cas suivants :

A. — Fin de contrat.

- a) — le milicien refuse de rengager;
- b) — la manière de servir du milicien ne motive pas l'autorisation de contracter un nouveau contrat;
- c) — l'intéressé n'est pas reconnu physiquement apte;

B. — Suppression d'emploi ou réduction d'effectif.**C. — Inaptitude physique constatée en cours de contrat.****D. — Fin de service.**

Art. 9. — Habillement. — La dotation individuelle des divers effets et leur durée théorique sont fixées comme suit :

DÉSIGNATION DES EFFETS	Dotation	Durée Théorique
1^o — Effets d'habillement.		
Culotte toile blanche	1	1 an
Culotte toile kaki	3	1 an
Culotte drap bleu	1	2 ans
Complet treillis	1	1 an
Jambières toile kaki (paire)	3	1 an
Bandes molletières drap bleu (paire)	1	2 ans
Mouchoir de poche	2	1 an
Paletot toile kaki	3	1 an
Paletot drap bleu ou rouge	1	4 ans
Tricot coton	3	1 an

2^o — Accessoires d'effets d'habillement — galons et attributs.

Bretelles de pantalon (paire)	1	1 an
Galons mobiles (paire)	2	1 an
Soutaches clairon	1	1 an
Etoile	2	4 ans
Ancre de marine	1	4 ans

DÉSIGNATION DES EFFETS**Dotation****Durée Théorique****3^o — Effets de coiffure.**

Chéchia rouge	2	1 an
Gland bleu	1	2 ans
Couvre chéchia	1	1 an

4^o — Effets de chaussure.

1 paire sandales ou brodequins	1	3 ans
--------------------------------	---	-------

5^o — Effets de grand équipement.

Bretelle de mousqueton	1	sans limite de durée
Bretelle de suspension avec crochet	1	ne sont remplacés qu'après condamnation.
Cartouchières	3	
Ceinturon	1	
Coupe-coupe avec étui	1	
Porte-sabre baïonnette	1	

6^o — Accessoires divers d'équipement.

Couteau de poche	1	2 ans
Etui-musette	2	2 ans
Gamelle individuelle	1	4 ans
Sac de petite monture	1	4 ans
Boîte à graisse	1	4 ans
Brosse à bouton	1	2 ans
Brosse à arme	1	2 ans
Brosse à habit	1	2 ans
Brosse à laver	1	1 an
Cuiller	1	2 ans
Fourchette	1	2 ans
Patience	1	2 ans
Sac marin	1	4 ans
Trousse garnie	1	3 ans
Boutons cuivre	10	4 ans
Boutons blancs	10	1 an

7^o — Effets de campement.

Couverture	1	3 ans
Bidons de 2 litres	1	4 ans
Courroie	1	4 ans
Enveloppe	1	2 ans
Toile de tente	1	4 ans

8^o — Les adjudants et adjudants-chefs sont dotés, tous les ans, d'une paire de brodequins napolitains.

9^o — Attributs de grades ou de classe sont identiques à ceux des troupes régulières.

Art. 14. — Récompenses. — Les miliciens sont récompensés de leur esprit de discipline, de leurs travaux et de leurs services, par :

1^o — Les félicitations verbales ou écrites, les citations à l'ordre de la compagnie de milice données par les commandants de détachements, le commandant de la compagnie ou par le Commissaire de la République;

2^o — Les congés ou les permissions;

3^o — Les gratifications, primes de prises attribuées suivant le cas par le commissaire de police, le Commissaire de la République;

4^o — L'avancement en classe et en grade prononcé par le Commissaire de la République sur le vu des propositions établies par le commandant de la compagnie, dans les conditions fixées par la circulaire n° 936 du 30 juillet 1926;

5^o — L'autorisation du port des aiguillettes rouges donnée par le Commissaire de la République sur la proposition du commandant de la compagnie adressée avec les propositions d'avancement.

6^o — Attributions, en fin de contrat, d'un certificat de bonne conduite délivrée par le Commissaire de la République.

Art. 16. — Administration. — L'administration de la compagnie de milice comprend la tenue des documents ci-après :

Dans tous les détachements :

1^o — Livret individuel sur lequel sont portés tous les événements professionnels du milicien ou pouvant faire connaître ses droits (mutations, avancements, punitions, récompenses, tirs, notes, distributions d'effets, armement, équipement, situation de famille, etc...) et s'il y a lieu, le relevé succinct de ses services dans les troupes régulières.

2^o — Contrôle des déserteurs tenu dans les conditions fixées par la circulaire n° 913 du 27 juillet 1927;

3^o — Tour de relève des miliciens en service à Lomé prévu par l'arrêté n° 385 du 17 septembre 1926 et son instruction d'application n° 1155 B. M. du 4 octobre 1926;

4^o — Cahier de visite sur lequel est mentionné la date, le nom du milicien malade, le diagnostic du médecin;

5^o — Cahier de punitions sur lequel sont portés tous les motifs des punitions infligées aux miliciens;

6^o — Le contrôle de l'armement;

7^o — Le carnet de comptabilité et les différents documents faisant l'objet de l'instruction n° 611 et de la circulaire 633 en date des 8 et 12 avril 1927 relatives au service des munitions au Togo;

8^o — Le contrôle des permissions et congés où sont mentionnés toutes les permissions de courte ou de longue durée et les congés accordés;

9^o — Registre de comptabilité (finances);

10^o — Les relevés des distributions d'effets;

11^o — Le cahier des mutations qui sert à enregistrer au fur et à mesure qu'ils se produisent tous les changements de positions de miliciens.

Outre les documents ci-dessus, le commandant de la compagnie de milice détient :

La fiche matricule de chaque milicien sur laquelle sont mentionnés : mutations, avancements, promotions, punitions, notes, et s'il y a lieu, les services effectués par l'intéressé dans les troupes régulières françaises ou étrangères;

Le matricule de la compagnie de milice;

Le fascicule d'état civil où sont mentionnés : mariage, naissance, décès, concernant chaque agent;

Les actes d'engagement et de rengagement souscrits par les miliciens;

Le cahier d'affectation, de position, matriculaire et alphabétique des anciens miliciens et tirailleurs, originaires du Togo;

Le livre journal des entrées et sorties des magasins centraux d'habillement, d'équipement, de campement, d'armement de la compagnie de milice.

Lomé, le 4 mars 1933.

Le Commissaire de la République,

R. DE GUISE.

Rôles primitifs

PAR ARRÊTÉ DU 8 MARS 1933 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
69	Sokodé	Impôt personnel indigène	213.846,00
70	Sokodé — Bassari	—	143.768,00
71	Sokodé — Kara	—	341.579,00
72	Sokodé	Rachat de prestations	130.752,00
73	Sokodé — Bassari	—	99.318,00
74	Sokodé — Kara	—	292.782,00
75	Sokodé	Assistance médicale indigène	108.960,00
76	Sokode — Bassari	—	82.765,00
77	Sokodé — Kara	—	243.985,00

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION		MONTANT
		Patentes		
		Principal	Centimes Additionnels	
78	Sokodé	4.705	1.646,75	6.351,75
79	Sokodé — Bassari	3.945	1.380,75	5.325,75
80	Sokodé — Kara	2.365	827,75	3.192,75
81	Atakpamé	36.540	12.789,00	49.329,00
		Licences		
82	Sokodé	1.800	900	2.700,00
83	Sokodé — Bassari	900	450	1.350,00
		Véhicules		
84	Sokodé	2.760	828	3.588,00
85	Sokodé — Bassari	400	120	520,00
86	Sokodé — Kara	3.120	936	4.056,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 10 mars 1933.

Allocations

ARRETE N° 150 accordant une allocation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une allocation mensuelle de quarante-cinq francs (45 frs.) est accordée à la mission des Sœurs d'Atakpamé par enfant entreteuu à la pouponnière.

Elle sera payée au début de chaque mois sur présentation d'un état nominatif établi par la mission et certifié par le commandant de cercle.

Cette dépense est imputable au budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale indigène exercice 1933, chapitre II, article 4, parag. 5.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} mars 1933 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 mars 1933.

R. DE GUISE.

Magasin général

ARRETE N° 152 modifiant l'arrêté N° 30 du 19 janvier 1931 fixant les conditions d'évaluation du prix de revient des matières et objets entrant au magasin général du service local.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 139 du 17 juin 1924 portant organisation du magasin général du service local;

Vu les arrêtés nos 365, 473 et 30 des 27 juin 1927, 30 août 1929 et 19 janvier 1931 fixant les conditions d'évaluation du prix de revient des matières et objets entrant au magasin général du service local;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 30 du 19 janvier 1931 sus-visé.

ART. 2. — L'article 6 de l'arrêté 139 du 17 juin 1924 portant organisation du magasin général du service local modifié par les arrêtés nos 365 du 27 juin 1927, 473, du 30 août 1929 et 30 du 19 janvier 1931 est remplacé par la disposition suivante :

« La valeur d'entrée est majorée du montant des divers frais entrant dans la composition du prix de revient conformément aux dispositions de l'article 29 de l'instruction générale du 16 janvier 1905; ce montant est fixé à 20% pour les matières et objets provenant d'envois de la métropole. Les matières et objets provenant d'achats effectués sur place ne subiront aucune majoration. »

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1933.

R. DE GUISE.

Destitution de chef

ARRETE N° 160 destituant le chef d'Agou Akplolo de ses fonctions et nommant son remplaçant.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Sur la proposition du commandant de cercle de Klouto;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — ODAKO Erasmus est destitué de ses fonctions de chef du canton d'Agou Akplolo.

ART. 2. — FEMASI Tatsi Gabriel KODJO est nommé chef du canton d'Agou Akplolo.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 mars 1933.

R. DE GUISE

Conditions d'admission dans les cadres locaux européens

ARRETE N° 162 modifiant les conditions d'admission dans les cadres locaux européens du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1924 créant une caisse intercoloniale des retraites;

Vu l'arrêté du 23 avril 1925 réorganisant le cadre du personnel des services civils du Togo;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1927, organisant le cadre du personnel des conducteurs des travaux agricoles du Togo;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1927, créant un cadre supérieur de l'enseignement dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1929 organisant le cadre du personnel des travaux publics du Togo;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1929, organisant le cadre du personnel du chemin de fer du Togo;

Vu l'arrêté n° 157 du 11 mars 1933 organisant le cadre supérieur du personnel de la police du territoire du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve de la situation particulière des anciens militaires classés, tout candidat à un emploi dans les cadres locaux du Togo susvisés devra réunir, à l'âge limite fixé par les règlements en vigueur, les conditions requises pour pouvoir prétendre à une pension sur les fonds de la caisse des retraites dont il sera tributaire.

ART. 2. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1933.

R. DE GUISE

Rôles primitifs

PAR ARRÊTÉ DU 15 MARS 1933 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION		MONTANT
87	Anécho	Impôt personnel indigène		609.300,00
88	Anécho	—		171.840,00
89	Anécho	Rachat de prestations		548.370,00
90	Anécho	Rachat de prestations		154.656,00
91	Anécho	Taxe assistance médicale		365.580,00
92	Anécho	—		103.104,00
Patentes				
		Principal	Centimes : Additionnels	
93	Lomé — C. M	112.865	39.502,75 + 11.286,50 européen	163.654,25
94	Lomé — C. M.	5.500	1.925,00 + 550,00	7.975,00
95	Anécho	16.275	5.696,25	21.971,25

La date de mise en recouvrement est fixée au 20 mars 1933.

Education physique

ARRETE N° 165 relatif aux modalités de l'examen d'éducation physique de fin d'année des élèves des écoles officielles et privées.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 420 du 25 juillet 1927 organisant un service d'éducation physique et des sports au Togo;

Vu l'instruction n° 429/0 du 23 mars 1929 complétant les dispositions de l'arrêté n° 420 du 25 juillet 1927;

Sur la proposition du chef du service de l'éducation et des sports;

Après avis du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le contrôle de la pratique de l'éducation physique par les élèves des écoles de

l'enseignement officiel et privé du Territoire est sanctionné, en fin d'année scolaire, par un examen physique.

ART. 2. — Cet examen est passé par les élèves reconnus physiquement aptes à le suivre dans les conditions fixées par le règlement général d'éducation physique 1^{re} partie.

ART. 3. — La commission d'examen est composée comme suit :

Le chef du service de l'éducation physique et des sports, ou son adjoint *président*.

1 Représentant de chaque enseignement *membre* se réunit dans chaque chef-lieu de cercle ou de subdivision sur décision du Commissaire de la République.

prise sur la proposition du chef du service de l'éducation physique et après avis du chef du service de l'enseignement.

ART. 4. — A l'issue de chaque examen le président adresse au Commissaire de la République un compte rendu exposant, en particulier, les résultats obtenus, les améliorations relevées par rapport à l'examen de l'année précédente et celles qu'il est possible d'obtenir par des mesures appropriées.

ART. 5. — Le présent arrêté sera promulgué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mars 1933.

R. DE GUISE.

Rôles primitifs

PAR ARRÊTÉ DU 17 MARS 1933 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
96	Klouto	Impôt personnel et taxe additionnelle (européen)	7.794,98
97	Klouto	— (indigène)	3.659,97
98	Atakpamé	— (européen)	21.301,06
99	Atakpamé	— (indigène)	833,68
100	Mango	— (européen)	2.190,40
101	Klouto	Impôt personnel indigène (catégorie supérieure)	12.680,00
102	Klouto	Rachat de prestations en nature (européen)	1.680,00
103	Klouto	— (indigène)	192,00
104	Klouto	(— C. S.)	1.584,00
105	Atakpamé	— (européen)	4.140,00
106	Atakpamé	— (indigène)	82,00
107	Mango	— (européen)	360,00
108	Klouto	Taxe d'hygiène	3.000,00
109	Atakpamé	—	7.400,00
110	Mango	—	1.200,00
111	Atakpamé	Taxe assistance médicale indigène	400,00
112	Klouto	—	6.340,00
113	Klouto	—	1.700,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 20 mars 1933.

Organisation d'un centre de recrutement

INSTRUCTION N° 585 *ou relative à l'organisation d'un centre de recrutement et d'instruction des forces de police.*

Dispositions relatives à l'organisation

A. — CENTRE DE RECRUTEMENT.

I. — But du centre de recrutement.

Sélectionner les indigènes volontaires originaires

du Togo susceptibles de rendre des services dans les forces de police et les mettre en mesure de suivre avec fruit le peloton d'instruction de Lomé.

II. — Moyens.

a) Personnel instructeur.

Européen. — Sous-officier d'infanterie commandant la section de milice de Sokodé, titulaire du brevet de chef de section.

Indigène. — Cadres et miliciens de la section de milice de Sokodé.

b) Matériel.

Cantonnement. — Camp de la compagnie de milice. Le chef de section adressera sous couvert de l'administrateur du cercle de Sokodé toutes propositions utiles en vue d'améliorer, s'il y a lieu, la capacité du cantonnement actuel pour recevoir jusqu'à 50 recrues non mariés.

Habillement — équipement — armement. — L'habillement, l'équipement, l'armement seront adressés sur demande directe adressée au commandant des forces de police par le commandant du centre.

Dispositions administratives.

Recrutement. — Le centre de recrutement fonctionne en permanence. Y sont admis tous les indigènes volontaires n'ayant jamais fait de services dans les troupes régulières ou libérés comme tirailleurs de 2^e classe.

Les diverses modalités administratives sont identiques à celles prévues pour le recrutement des miliciens faisant l'objet de l'arrêté n° 147 en date du 4 mars 1933.

Mensuellement. — Le commandant des forces de police adresse au commandant du centre de recrutement le déficit ou l'effectif qu'il est autorisé à combler par l'admission nombre pour nombre de volontaires.

Dès qu'un candidat est agréé, le commandant du centre de recrutement adresse le certificat d'aptitude physique, l'état civil et signalétique de l'intéressé au commandant des forces de police qui soumet au Commissaire de la République la décision prononçant l'admission à titre « d'agent stagiaire des forces de police. »

Durée du stage au centre de recrutement.

Dans le courant de la dernière quinzaine du 3^e mois qui suit l'admission des intéressés, le commandant du centre procède à la désignation des éléments susceptibles de suivre avec fruit le peloton d'instruction de Lomé.

Aucune durée de présence n'est fixée pour le renvoi des indigènes qui manifesteraient une capacité notoire ou dont la manière de servir risquerait de troubler la discipline du centre. Dans ce cas, le commandant procède en tous temps au renvoi des éléments envisagés sous réserve d'adresser sans délai au commandant des forces de police un compte rendu circonstancié sur les faits qui ont motivé le renvoi.

Le personnel reconnu apte à suivre avec fruit le peloton d'instruction de Lomé n'est dirigé sur ce peloton qu'après réception de la décision du Commissaire de la République prononçant l'admission des intéressés en qualité de « stagiaires ». Dès lors, la mise en route sur Lomé est effectuée dans les délais minimum par le commandant du centre après entente avec l'administration locale chargée d'établir les réquisitions.

Il est rappelé que la femme légitime et les enfants ne sont autorisés à rejoindre les chefs de famille

qu'après incorporation définitive des intéressés dans les forces de police.

Soldé.

Pendant toute la durée du stage, les agents des forces de police stagiaires reçoivent une soldé uniforme de 90 francs par mois. Les indemnités de routes sont identiques à celles des agents titulaires.

Habillement — équipement.

La collection d'habillement et d'équipement distribuée aux stagiaires est composée comme suit :

Habillement distribué le premier jour de l'admission	2 complets kaki	Dont une collection neuve ou en très bon état
	2 paires jambières kaki	
	2 tricots	
	2 chéchias	
	1 couverture	
Equipement distribué le premier jour de l'admission	1 croissant	
	1 ceinturon	
	1 bretelles-suspension	
	1 porte-épée	
	3 cartouchières	
	1 brosse à armes	
	1 brosse à laver	
	1 patience	
	1 boîte à graisse	
	1 musette	
Armement distribué 30 jours après admission	1 sac marin	
	1 bidon	
	1 fusil 1874	
	1 sabre-baïonnette	

Les effets de drap ne sont distribués qu'au moment de l'incorporation définitive dans les forces de police.

B. — CENTRE D'INSTRUCTION.

But. — Formation des réservistes nécessaires à la constitution du bataillon de marche.

Date et durée du stage d'instruction. — Le stage d'une durée de 3 mois a lieu une fois par an, du 1^{er} février au 30 avril.

Désignation des stagiaires. — Deux mois avant le début du stage, le commandant des forces de police fait connaître aux commandants de cercle de Sokodé et de Mango, le nombre de candidats réservistes stagiaires à admettre au centre d'instruction.

Les stagiaires sont choisis par les commandants de cercle parmi les volontaires reconnus physiquement aptes. Ils sont mis en route sur Sokodé par les soins de l'autorité locale de façon à se présenter au commandant du centre au plus tard la veille de la date fixée pour le début du stage.

Habillement — équipement. — L'habillement et l'équipement sont distribués aux stagiaires au fur et à mesure de leur arrivée au centre. La dotation des réservistes stagiaires est identique à celle des agents des forces de police stagiaires.

Soldes et indemnités. — Identiques à celles des agents des forces de police stagiaires.

Programme d'instruction. — Commun à tous les stagiaires.

Désignation des réservistes stagiaires. — A l'issue du stage, un examen pratique permet de désigner les indigènes réservistes.

Tout réserviste classé est exempté :

de l'impôt
des prestations } pendant 3 ans.

Les agents réservistes stagiaires obtenant un bon classement, peuvent opter pour servir dans les forces de police. Ils suivent alors le sort des agents stagiaires des forces de police classés.

Renouvellement du stage. — Les stages peuvent être renouvelés par les réservistes classés et volontaires dans la limite fixée, pour chaque stage, par le commandant des forces de police.

C. — DISPOSITIONS COMMUNES.

A l'issue de chaque stage, une liste de classement est adressée au commandant des forces de police.

Les agents stagiaires des forces de police classés sont dirigés sur le peloton d'instruction de Lomé.

Les autres agents sont mis en route sur leur pays d'origine après avoir été alignés en solde jusqu'à la veille du jour de leur départ de Sokodé et après avoir perçu les indemnités de route auxquelles ils peuvent prétendre (1 franc par 15 kilomètres parcourus à pied ou par journée de transport).

Les agents réservistes classés sont administrés dans les mêmes conditions que les autres réservistes et font l'objet d'un fichier annexe.

Lomé, le 11 mars 1933.

Le Commissaire de la République,
R. DE GUISE.

MODIFICATIFS à l'annexe 1 de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932 (J. O. page 409 du 1^{er} septembre 1932).

Au lieu de :

1^{re} catégorie.

Gare de Palimé 3 pièces

Lire :

2^e catégorie.

Gare de Palimé 2 pièces

A la colonne : « Quatrième catégorie » ajouter inférieure :

Lomeland :

1^o Logement 1 pièce

ERRATUM à l'arrêté n° 92 du 14 février 1933.

(J. O. Togo du 1^{er} mars 1933 page 147).

ARTICLE 9.

Au lieu de :

leurs fonctions d'officiers de police judiciaire.

Lire :

leurs fonctions judiciaires.

NOMINATIONS. MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Distinction honorifique

Tableau de concours pour la Légion d'Honneur.

Pour Officier.

Armée active — Troupes coloniales

38. — SERGENT (Henri-Lucien) capitaine hors cadres au Togo

Félicitations

Par décision en date du 28 décembre 1932, le ministre des colonies a conféré au capitaine SERGENT une lettre de félicitations au titre des travaux scientifiques présentés au cours de l'année 1932 pour contribution à l'étude d'un nouvel indice de robusticité chez les Noirs (indice de LEFROU).

Nomination

Par arrêté du :

15 février 1933. — M. DABEZIES Georges, ancien adjudant-chef du génie, actuellement agent contractuel des travaux publics du Togo est nommé, à titre provisoire, adjoint technique de 4^e classe dans le cadre général des travaux publics des colonies pour continuer ses services au Togo.

Promotions

Par arrêté du :

15 février 1933. — Est promu à compter du 1^{er} janvier 1933 dans le cadre des ports et rades des colonies et pour continuer ses services au Togo.

Au grade de capitaine de port de 2^e classe :

M. MOQUAY, Marie, capitaine de port de 3^e classe.

Par arrêté du :

15 février 1933. — Est promu dans le cadre général des travaux publics et des mines des colonies, à compter du 1^{er} janvier 1933 et pour continuer ses services au Togo.

Au grade d'ingénieur-adjoint de 1^{re} classe :

M. MAHOX Maurice, ingénieur-adjoint de 2^e classe.

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL DE L' A. O. F.

Par arrêté du :

8 mars 1933. — M. REHART (Adolphe), inspecteur de police après 4 ans, dans la position de congé hors cadres depuis le 3 janvier 1927, est maintenu dans la dite position pour une nouvelle période de cinq ans à compter du 3 janvier 1932.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Engagement

Par décision du :

11 mars 1933. — Madame Albert MODRAGUES est agréée en qualité de dame-dactylographe et affectée au cabinet du Commissaire de la République.

Licenciements

Par décision des :

11 mars 1933. — M. MARCONI, opérateur de pelle contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais, est licencié pour suppression d'emploi à compter du 21 mars 1933.

Une réquisition de passage de retour Lomé-Bordeaux est accordée à M. MARCONI sur le paquebot « *Amérique* » attendu à Lomé vers le 22 mars 1933, 2^e classe 3^e catégorie.

M. NUNZI, comptable-journalier au service de construction du chemin de fer central togolais, est licencié pour suppression d'emploi à compter du 31 mars 1933.

Il est alloué à M. NUNZI une gratification de fin d'engagement de 2.000 francs.

M. LICAUSI Joseph, chef de chantier contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais est licencié pour suppression d'emploi à compter du 10 avril 1933.

Une réquisition de passage Lomé-Alger lui est délivrée ainsi qu'à sa femme sur le s/s *Madonna* attendu à Lomé vers le 10 avril 1933, 2^e classe 3^e catégorie.

16 mars 1933. — M. POBALLION Maurice, opérateur de pelle contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais est licencié pour suppression d'emploi à compter du 26 mars 1933.

Une réquisition de passage Lomé-Marseille lui est délivrée sur s/s *Touareg*, attendu à Lomé vers le 26 mars 1933, 2^e classe 3^e catégorie.

Suspension de fonctions

Par décision du :

12 mars 1933. — M. VAN ORMELINGEN, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, chef de la subdivision de Bassari est suspendu de ses fonctions.

Affectations

Par décisions des :

8 mars 1933. — M. ROBIN, ingénieur adjoint de 3^e classe des services techniques et scientifiques de l'agriculture est affecté au secteur du coton, kapok et karité avec résidence à Nuatja.

Il prendra la direction de ce secteur au moment du départ en congé de M. DAGRON.

M. LUGAN, chef de gare après 66 mois du cadre des chemins de fer du Togo, débarqué à Lomé le 5 mars 1933, est mis à la disposition de M. le chef du service des chemins de fer et du wharf.

9 mars 1933. — M. ROUGIER, médecin contractuel, débarqué à Lomé le 5 mars 1933, est affecté à Lomé à la disposition de M. le chef du service de santé.

11 mars 1933. — M. DESPALANQUES, conducteur des travaux agricoles est nommé pour compter du jour de sa prise effective de service chef de la circonscription agricole du nord avec résidence à Kasséna en remplacement de M. FONTAINE, parti en congé.

12 mars 1933. — M. RODIERE Pierre, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils, en service au cercle d'Atakpamé est mis à la disposition de l'administrateur en chef commandant le cercle de Sokodé.

M. RODIERE est chargé provisoirement des fonctions de chef de subdivision, d'agent intermédiaire et régisseur de prison de la subdivision de Bassari.

13 mars 1933. — M. BERLIE, adjoint des services civils, en service au service de construction du chemin de fer central Togolais, est affecté à Lomé, au bureau des services financiers.

15 mars 1933. — M. le médecin contractuel LOEWENBRUCK, actuellement chargé des fonctions de médecin-chef de la subdivision sanitaire de Sokodé, est chargé des fonctions de médecin-chef de la subdivision sanitaire de Sansanné-Mango.

M. le médecin contractuel SARRAZIN, actuellement chargé des fonctions de médecin-chef de la subdivision sanitaire de Mango, est chargé des fonctions de médecin-chef de la subdivision sanitaire de Sokodé.

16 mars 1933. — M. PRADIER, payeur de 3^e classe de la trésorerie du Togo, retour de congé, attendu à Lomé le 18 mars 1933, reprend ses fonctions de fondé de pouvoirs.

M. COEURDEVEY, gendarme, attendu à Lomé le 18 mars 1933, est nommé commissaire de police de la commune-mixte de Lomé, en remplacement de M. BARMA, commis des services civils appelé à d'autres fonctions.

M. COEURDEVEY remplira cumulativement les fonctions de régisseur de la prison de Lomé.

Congés

Par décisions des :

10 mars 1933. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir à Paris (Avenue Jeanne d'Arc Arcueil) est accordé à M. CONSO, commis des services civils qui compte 31 mois de séjour consécutifs dans la colonie.

11 mars 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Altagène (Corse) est accordé à M. GRADASSI qui compte 26 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé de convalescence de 6 mois est accordé à M. VEUILLET Louis pour en jouir à Aix-les-Bains (Savoie).

Un congé administratif de 6 mois est accordé à M. DAGRON qui compte 29 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

14 mars 1933. — Un congé administratif de 7 mois est accordé à M. GOUJON qui compte 28 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé administratif de 7 mois pour en jouir à Brasparts (Finistère) est accordé à M. DANTEC qui compte 29 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

16 mars 1933. — Un congé de fin de contrat de 6 mois est accordé à M. LORCA, agent contractuel, pour en jouir à Athis-Mons (Seine et Oise).

Passages

Par décisions des :

8 mars 1933. — Une réquisition de passage de retour par anticipation Lomé-Marseille est accordée à Mademoiselle Georgette BALAT, avec arrêt autorisé à Dakar, sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 13 mars 1933, 1^{re} classe, 1^{re} catégorie A.

10 mars 1933. — Une réquisition de passage de retour par anticipation Lomé-Marseille est accordée à Madame LALLEMAND, femme du sergent-chef du génie LALLEMAND sur le paquebot *Madonna*, attendu à Lomé vers le 10 avril 1933, 3^e classe 4^e catégorie.

Une réquisition de passage Lomé-Marseille, 2^e classe 3^e catégorie, est accordée à M. RAMUS Camille, Adjudant d'infanterie coloniale hors cadre, sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé vers le 10 avril 1933.

11 mars 1933. — Une réquisition de passage de retour par anticipation, Lomé-Marseille, est accordée à Madame MONNIER, femme de M. MONNIER, adjoint des services civils, sur s/s *Canada* attendu à Lomé vers le 13 mars 1933, 2^e classe 3^e catégorie.

14 mars 1933. — Une réquisition de passage par anticipation, Lomé-Bordeaux, est accordée à Madame VAN ORMELINGEN, femme de M. VAN ORMELINGEN, administrateur-adjoint des colonies sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 3 avril 1933, 1^{re} classe 2^e catégorie.

Une réquisition de passage Lomé-Cotonou est accordée au docteur Virgilio DE MEDEIROS, sur s/s *Foucauld* attendu à Lomé vers le 18 mars 1933, 1^{re} classe 2^e catégorie.

Indemnité

Par décision du :

9 mars 1933. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 15 francs par mois est accordé à M. CANETTI, surveillant des travaux publics, en service au cercle d'Anécho.

Gratifications et primes

Par arrêté du :

15 mars 1933. — Une gratification forfaitaire de dix mille cent francs est accordée au capitaine du génie DALAISE, chef des services du chemin de fer et du wharf pour l'année 1932.

Une gratification forfaitaire de mille quatre cent cinquante francs est accordée au capitaine du génie BILLET, chef p. i. des services du chemin de fer et du wharf pour la période du 25 novembre au 31 décembre 1932.

Par décision du :

14 mars 1933. — Une prime complémentaire de gestion de 500 francs (cinq cents francs) est allouée à monsieur GUENOT, contrôleur en chef des douanes, ayant rempli au cours de l'année 1932 les conditions prévues à l'arrêté du 24 février 1928.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nominations**

Par arrêté du :

10 mars 1933. — Le nommé GOMEZ Robert KOUAKOUVI, élève diplômé du cours complémentaire, est nommé surnuméraire des postes, télégraphes téléphones et mis à la disposition de M. le chef du service des P. T. T. à compter du 13 mars 1933.

Par décision du :

8 mars 1933. — La nommée BLAUD Marie, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, est agréée en qualité de monitrice auxiliaire au traitement journalier de dix francs pendant les classes (jeudis et dimanches compris), de cinq francs pendant les vacances.

La monitrice auxiliaire BLAUD Marie est affectée à l'école ménagère d'Anécho.

Révocations

Par arrêtés des :

9 mars 1933. — L'infirmier de 5^e classe SÉGLA Robert est révoqué de ses fonctions pour compter du 3 janvier 1933.

L'ouvrier de 6^e classe des travaux publics NOUMAGNON Konjo est révoqué de ses fonctions pour compter du 21 septembre 1932.

Suspension de fonctions

Par décision du :

14 mars 1933. — L'ouvrier de 6^e classe des travaux publics DOVI Jean Joseph, en service au cercle d'Anécho, est suspendu de ses fonctions pour compter du 7 mars 1933.

Affectations

Par décisions des :

8 mars 1933. — L'instituteur-auxiliaire de 1^{re} classe WILSON Jean-Edouard, en service à l'école régionale d'Atakpamé, est mis à la disposition du directeur de l'école régionale de Lomé.

L'interprète de 2^e classe AHAMADAH Jérôme, en service au commissariat de police de Lomé, est affecté au service de police et de sûreté du territoire du Togo.

Congés

Par décisions des :

8 mars 1933. — Un congé pour maladie avec traitement de quinze jours est accordé à ADEGBEGBA, ouvrier de 8^e classe des travaux publics, pour en jouir à Anécho (Togo) à compter du 7 mars 1933.

10 mars 1933. — Un congé de 46 jours, avec traitement du 18 mars au 2 mai 1933 inclus, est accordé à M. AMOUZOU Vitus, commis-expéditionnaire de 6^e classe, en service à Atakpamé, pour en jouir à Zowlagan (cercle d'Anécho).

11 mars 1933. — Un congé de 60 jours avec traitement, du 1^{er} avril au 30 mai 1933 inclus, est accordé à l'aide-pharmacien de 6^e classe DOE Robert en service au laboratoire de chimie de Lomé, pour en jouir à Mission Tové (cercle de Lomé).

11 mars 1933. — Une permission de huit jours avec traitement, du 10 au 17 mars 1933 inclus, est accordée à l'infirmier de 5^e classe LACLÉ Jean en service à Anécho.

11 mars 1933. — Un congé de 90 jours avec traitement, du 1^{er} avril au 29 juin 1933 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe DANIEL LAWSON, en service à Pagouda, pour en jouir à Anécho.

14 mars 1933. — Un congé de 45 jours, avec traitement du 17 mars au 30 avril 1933 inclus, est accordé à M. BOCCOVI Ambroise, commis des P. T. T. de 3^e classe, en service aux postes de Lomé, pour en jouir à Atakpamé.

Une prolongation de congé pour maladie de 30 jours avec traitement du 3 mars au 1^{er} avril 1933 est accordée au commis des P.T.T. de 2^e classe ANTHONY Benjamin pour en jouir au Togo.

17 mars 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 avril 1933 inclus, est accordé à M. MENSAR Sylvestre, ouvrier de 8^e classe, en service au chemin de fer (traction) pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 avril 1933 inclus, est accordé à M. Christian BOGLA, ouvrier de 8^e classe, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 mai 1933 inclus, est accordé à M. Justin ACAKPO ADORAH, facteur auxiliaire de 2^e classe des P.T.T., en service à Akaba, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

Un congé de 60 jours, avec traitement du 1^{er} avril au 30 mai 1933 inclus, est accordé à M. KOUVAHE Joseph, ouvrier de 8^e classe des travaux publics, en service à Mango, pour en jouir à Anécho.

Indemnités

Par décisions des :

11 mars 1933. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 15 francs par mois, est accordé à l'infirmier Félix J. AGEGBE, en service au dispensaire d'Aklakou (cercle d'Anécho).

15 mars 1933. — Les agents indigènes ci-après désignés en service dans le secteur de la trypanosomiase sont autorisés à utiliser leur bicyclette pour les besoins de leur service :

M. M. Jean JOHNSON	médecin-auxiliaire
Richard OHIN	infirmier
L. AHOÉYÉ AQUEREBURU	infirmier
Louis LAWSON	infirmier

Ils ont droit à ce titre à l'indemnité représentative fixe de 15 francs par mois.

FORCES DE POLICE

Rengagements

Par arrêté du :

6 mars 1933. — Sont rengagés pour 3 ans dans les forces de police à compter du :

1^{er} février 1933. — TELANGANI, garde 2^e classe Mle 671, du peloton de Lomé.

16 mars 1933. — DEFALOUA, brigadier-chef 2^e classe Mle 887, du peloton des travaux neufs.

4 avril 1933. — BAGNAN, caporal Mle M/61, de la compagnie milice.

4 avril 1933. — ALAOUA, garde 1^{re} classe, Mle 625, du peloton de Sokodé.

4 avril 1933. — SAKARY, garde 1^{re} classe, Mle 632, du peloton de Sokodé.

Licenciements

Sont licenciés :

1^o Pour fin de service pour compter du :

1^{er} avril 1933. — TIAKAM, brigadier 2^e classe Mle 37, du centre d'instruction.

Une prime de licenciement de mille cinq cents francs (1.500 frs.) est accordée à l'intéressé conformément à l'arrêté n° 227 du 26 avril 1930 — article 2 « PRIMES ».

2^o Pour fin de contrat à compter du :

3 mars 1933. — KODJA, garde 2^e classe Mle 332, du peloton de Sokodé.

5 avril 1933. — TIENDRO, garde 2^e classe Mle 627, du peloton de Sokodé.

3^o Pour mauvaise manière de servir à compter du :

16 mars 1933. — MATISSIFO, milicien 1^{re} classe Mle 108, de la compagnie de milice.

Agrément d'agents stagiaires

Sont agréés en qualité d'agents stagiaires, les ex-tirailleurs dont les noms suivent à compter du :

23 février 1933. — DOKASSA,

25 février 1933. — DANENENI,

27 février 1933. — YEMOA.

ALCOOLS

Par décision du :

8 mars 1933. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente dans le territoire du Togo des boissons alcooliques ci-dessous dénommées :

Day & night spécial old dry gin 41° 4.

Day & night old liqueur whisky 43° 7.

The aristocrat whisky 45°.

Longfellow whisky 45°.

Bouddha's gin 41° 3.

Old peter's old tom gin 42°.

Anisette extra supérieure type sec 35°.

Anisette extra supérieure 25°.

Liqueur d'anis « angora » 40°.

Old peter's dry gin 42°.

Bouddha's genever 42°.

Curaçao type doux 35°.

Curaçao triple orange 40°.

Curaçao bland triple sec 40°.

Crème de menthe glaciale 30°.

Peppermint 30°.

Liqueur hanappier jaune 40°.

Crème de cacao moka 28°.

Liqueur hanappier brune 40°.

Apricot brandy 35°.

Cherry brandy 35°.

Gentiane 20°.

Rhum la perle noire 45°.

de la Maison HANAPPIER PEYRELONGUE & Cie à Bordeaux.

COMMISSIONS

Par décisions des :

10 mars 1933. — M. VEUILLET Camille est nommé membre de la commission instituée par décision du 21 janvier 1933 en remplacement de M. VEUILLET Louis.

M. BURKHART, agent comptable du chemin de fer est nommé membre suppléant de la même commission.

11 mars 1933. — M. CHAUTARD, commis des services civils, est chargé des fonctions de secrétaire de la commission chargée d'évaluer les dommages aux biens des particuliers, en remplacement de M. MOAL, administrateur-adjoint des colonies.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Par arrêté du :

10 mars 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe. *Président.*

Boury, chef de gare
KOUËVI KPOVI, ouvrier de 7^e classe } *Membres.*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas de l'ouvrier de 7^e classe MENSAN Aaron.

M. Boury est nommé rapporteur de la susdite commission.

ENSEIGNEMENT — BOURSES

Par décisions du :

10 mars 1933. — Les bourses suivantes sont accordées pour l'année scolaire 1933 aux élèves dont les noms suivent et sous réserve que les bénéficiaires feront preuve d'une grande application :

CERCLE DE LOMÉ.

(1 fr,50 par jour de présence).

Ecole régionale

FOLY SOKÉMAHOU	EHON FIOZICOU
KOUËVI Gérard	FIOGRAHOU SÉNAYA
AGUIGAH Hubert	ATIPOUPOU AMÉOVO
LAWSON Christophe	MENSAN GABA
ASSASSÉOULA Robert	AVOIN TCHICHA
AJAVON AMAVI	ADJISSOU ACOFFI
ARODIKPÉ Salomon	GBÉGBI AMÉDOMÉ
KOUTA ANANI	NONOU AMOUSSOUVI
AZIABLÉ Andréas	NEGLUI TÉHÉDO.
DOSSA TÉTÉ	

CERCLE D'ANÉCHO.

(1 fr,50 par jour de présence).

Ecole régionale

T'OU DJI AMÉGNONA	MESSAN HONORÉ
HOUGRAHOUÉ AHOUSSE	KOUËVI ADAMA
FOLI JOSSOU	COMMANDANT AMAVI
YACOUSSAN ANANI	SOMABÉ DOGOÉ
MESSAN FOLI	DIHOUSSOU Placide.
T'ONOU AZIABLÉ	

CERCLE D'ATAKPAMÉ.

(1 fr,50 par jour de présence).

Ecole régionale

ABALO FÉDÉNOU	KOUASSI Simon.
LAWSON SOUMAILA	

CERCLE DE KLOUTO.

(1 fr,50 par jour de présence).

Ecole régionale

AMOUZOGAN ABALO	KOUDJO Hilaire.
-----------------	-----------------

CERCLE DE SOKODÉ.

(un franc par jour de présence).

Ecole régionale

TCHAGOFÉ ESSO	TCHAGOLÉ ESSO.
---------------	----------------

CERCLE DE MANGO.

(un franc par jour de présence).

Ecole régionale

MAMA ABOUDOU	GUISSAN NAYA.
AMADOU ABOUDOU.	

Les allocations suivantes sont accordées pour l'année 1933 aux élèves métis abandonnés dont les noms suivent :

CERCLE DE LOMÉ

(quarante-cinq francs par mois)

VILLAREL Marthe	YOMINI Frédéric
CARDOU Henri	IGNACE Pierre
BONNARD Guy	HUNDT Charlotte
WESTEN Herman	Nicolas Félix
BABÈNE Alphonse	FOURN Isidore
LABADIE Noël	ROWSTROM Frida.
ROWSTROM Wilhelmine	

CERCLE D'ANÉCHO

(quarante-cinq francs par mois)

LEBLOND Louis	SCHIDIACK Lucie
SMITH Joseph	HAOTH Elise
SCHIDIACK Patience	COMMANDANT Christiana
CAMPBELL Alfred	MOUSE Andréa
FAHRE BORI	RODRIGUE Jeanne
TÉNÉRONI Victor Ange	QUILLY Cécile.

CERCLE D'ATAKPAMÉ

(quarante-cinq francs par mois)

DÉSANTI René	DUBOIS Jean
BRASSIER Paul	MORIN Alphonse
SOLI Emmanuel	CHAPÉL André
BALLEY Marie	

CERCLE DE KLOUTO

(quarante-cinq francs par mois)

RAVEN Martin

GEAY Maurice

CERCLE DE SOKODE

(trente francs par mois)

DI RUGIERO Marie

DUMONT Mélanie

CERCLE DE MANGO

(trente francs par mois)

GRÉBASSOL Marie.

ENSEIGNEMENT**Vacances**

Par décision du :

17 mars 1933. — La date des vacances pour le premier semestre scolaire 1933 dans les écoles officielles est fixée comme suit :

PAQUES.

Classe européenne	} du 9 au 23 avril 1933.
Écoles régionales	
Écoles de village	
Cours complémentaire : du 9 au 30 avril 1933.	

LIVRES ANGLAISES

Par décision du :

7 mars 1933. — Le trésorier-payeur est autorisé à céder à la banque de l'Afrique occidentale 800 livres sterling au taux de quatre-vingt cinq francs quarante-cinq centimes (85 frs, 45) la livre.

MATERIEL

(fourniture de :)

Par décision du :

10 mars 1933. — Sont autorisées la *fourniture* et la *pose*, dans la cour de l'école des sœurs à Lomé, d'une pompe et ses accessoires.

TRANSFERT

Par arrêté du :

14 mars 1933. — Est autorisé le transfert en France, sur le paquebot "*Amérique*" attendu à Lomé vers le 21 mars 1933, des restes mortels de madame LORCA, épouse d'un chef carrier contractuel décédée à Chra (cercle d'Atakpamé) le 9 décembre 1931.

TRANSPORT MATÉRIEL M. PORTE

Par décision du :

17 mars 1933. — Les frais consécutifs à l'emballage et au transport tant à l'intérieur du Territoire que par mer de Lomé à Marseille du matériel laissé à Anié et à Lomé par Monsieur PORTE, ancien ingénieur en chef contractuel des travaux neufs, seront supportés par les différents chapitres du budget spécial sur fonds d'emprunt s'y rapportant.

DOMAINES**Avis de demande d'immatriculation***au livre foncier du cercle de Lomé*

Suivant réquisition n° 865, déposée le 17 mars 1933 le sieur Foli Gbessaya, profession d'ancien cuisinier, demeurant et domicilié à Lomé agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier portant deux constructions en terre de barre à usage d'habitation d'une contenance totale de 3 ares 08 centiares situé à Lomé quartier n° 4 cercle de Lomé et borné au nord par la rue du Dahomey, à l'est par terrain à Damiao Aguiar, au sud par terrain aux héritiers Francisco Jéjé d'Almeida, à l'ouest par terrain à Demanyah T. 333 de Lomé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le Conservateur de la Propriété foncière,

PEYROTIES.